



Assemblée générale

Distr. générale
11 mai 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-treizième session (30 mars-8 avril 2022)

Avis n° 9/2022, concernant Wang Jianbing (Chine)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.
2. Le 28 décembre 2021, conformément à ses méthodes de travail¹, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement chinois une communication concernant Wang Jianbing. Le Gouvernement a répondu à la communication le 27 janvier 2022. L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
 - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
 - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
 - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;
 - d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;

¹ [A/HRC/36/38](#).



e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

4. Wang Jianbing, né en 1983, est un citoyen chinois résidant à Guangzhou, dans la province du Guangdong.

5. La source informe le Groupe de travail que M. Wang est un militant indépendant qui défend les droits des travailleurs et des personnes handicapées. Depuis 2018, M. Wang apporte un soutien juridique à d'anciens ouvriers du bâtiment qui ont contracté des maladies chroniques, telles que la pneumoconiose, après avoir travaillé dans de mauvaises conditions, et leur assure un appui de la collectivité. Selon la source, il s'agit d'un problème omniprésent dans l'industrie du bâtiment du pays. M. Wang a également soutenu le mouvement #MeToo en Chine. En outre, il a passé une grande partie de sa carrière dans le secteur sans but lucratif, se consacrant à l'éducation des jeunes, au développement des zones rurales et à l'aide aux personnes handicapées.

6. D'après la source, le 19 septembre 2021 vers 15 heures, M. Wang a été arrêté par des agents du bureau de la sécurité publique de Guangzhou dans la résidence qu'il louait à Guangzhou ; il a fait l'objet d'une disparition et d'une détention forcées. M. Wang aurait été arrêté avec un ami. Certains de ses effets personnels ont en outre été saisis. On ignore si les autorités ont présenté un mandat à M. Wang au moment de son arrestation.

7. Par ailleurs, selon les informations reçues, la serrure de la porte d'entrée a été changée et la caméra de sécurité de cette même porte a été retirée. Le 20 septembre 2021, des agents des polices locales de Guangzhou et du Gansu ont rendu visite à des membres de la famille de M. Wang et leur auraient dit de ne demander de l'aide à personne. Ils n'ont fourni aucune information ni sur l'arrestation de M. Wang ni sur les mesures coercitives dont il faisait l'objet. Les autorités ont en outre refusé de fournir à la famille un avis de placement en détention à ce moment-là.

8. Le 5 novembre 2021, les autorités ont remis à la famille de M. Wang un avis écrit indiquant qu'il avait été arrêté le 27 octobre. Du 19 septembre au 27 octobre 2021, M. Wang a donc été victime d'une disparition et d'une détention forcées. La source souligne que, jusqu'au 5 novembre 2021, date à laquelle la famille de M. Wang a été informée officiellement de l'arrestation, on ignorait où se trouvait l'intéressé.

9. Avant d'être informés officiellement, entre le 28 et le 30 septembre 2021, les membres de la famille de M. Wang ont tenté d'obtenir des informations à son sujet à tous les niveaux du bureau de la sécurité publique de Guangzhou. Le 28 septembre, au poste de police de Xingang, dans le district de Haizhu, ils ont finalement été informés que M. Wang avait été arrêté par le bureau de la sécurité publique de Guangzhou. Cependant, les policiers de Xingang ont refusé de leur dire quel service était responsable du dossier de M. Wang, quelle charge avait été retenue, quelles mesures coercitives avaient été prises contre lui et où il était détenu.

10. Toujours entre le 28 et le 30 septembre 2021, les membres de la famille de M. Wang ont déposé des plaintes auprès de plusieurs services du bureau de la sécurité publique de Guangzhou et auprès du parquet de Guangzhou. Dans leurs plaintes, ils ont invoqué les violations du droit national que la police et le service de sécurité publique avaient commises en ne les informant ni des charges retenues contre M. Wang ni des mesures coercitives dont il faisait l'objet. À ce jour, aucune réponse officielle n'a été donnée à ces plaintes.

11. La source explique ensuite que, selon l'avis d'arrestation officiel présenté à la famille de M. Wang le 5 novembre 2021, celui-ci était détenu au centre de détention n° 1 de Guangzhou. Toutefois, selon la source, le nom et le numéro d'identification de l'intéressé ne figurent pas dans le système en ligne du centre de détention qui permet de déposer les fonds destinés aux détenus, et l'on peut donc douter qu'il s'y trouve réellement.

12. Selon la source, les autorités auraient justifié la détention par une accusation d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État. La détention serait ainsi justifiée par l'article 105 (par. 2) du Code pénal (2020), aux termes duquel quiconque incite autrui, en répandant des rumeurs ou des calomnies, ou par tout autre moyen, à attenter au pouvoir de l'État ou à renverser le système socialiste, encourt une peine d'emprisonnement de maximum cinq ans, la détention pénale, le placement sous surveillance ou la déchéance des droits politiques ; les meneurs et les auteurs d'infractions graves sont passibles d'une peine d'emprisonnement d'au moins cinq ans. La source ajoute que cette infraction est considérée comme une atteinte à la sécurité nationale.

13. La source affirme que les autorités n'ont pas révélé à quelles mesures coercitives elles avaient eu recours pour retenir M. Wang avant son arrestation officielle le 27 octobre 2021. En outre, l'intéressé est toujours détenu au secret, alors même que sa famille a reçu un avis officiel d'arrestation le 5 novembre.

14. Selon la source, il est possible que M. Wang soit détenu depuis le premier jour au centre de détention n° 1 de Guangzhou. Elle cite l'article 91 de la loi de procédure pénale chinoise (2018), qui dispose que la police peut détenir une personne jusqu'à trente jours avant de présenter le dossier au parquet aux fins de l'arrestation, que ce dernier doit approuver dans les sept jours.

15. D'après la source, il est également possible que M. Wang ait été placé en résidence surveillée dans un lieu désigné avant d'être arrêté officiellement. Aux termes des articles 74 à 79 de la loi de procédure pénale, les autorités peuvent placer en résidence surveillée dans un lieu désigné l'individu suspecté d'avoir commis une infraction portant atteinte à la sécurité nationale, y compris l'incitation à la subversion du pouvoir de l'État. La source précise que ce placement en résidence surveillée dans un lieu désigné est une forme de détention au secret, les personnes concernées étant détenues pour des périodes allant jusqu'à six mois sans pouvoir consulter un avocat.

16. Selon la source, bien que les autorités aient refusé de fournir des informations sur les preuves justifiant les accusations portées contre M. Wang, celui-ci est pris pour cible pour avoir organisé des rencontres informelles à son appartement. Dans les mois qui ont suivi la disparition forcée de M. Wang, plus de 40 personnes auraient été harcelées, convoquées, interrogées et contraintes de signer de fausses déclarations à son sujet par le bureau de la sécurité publique de Guangzhou et d'autres bureaux de la sécurité publique dans tout le pays.

17. Au cours de ces interrogatoires, les autorités auraient téléchargé le contenu des smartphones de certaines personnes pour les besoins de l'enquête et fait pression sur elles pour qu'elles signent des témoignages fabriqués de toutes pièces dans lesquels il était affirmé que les participants aux rencontres susmentionnées avaient abordé des sujets politiquement sensibles. La source affirme que ces témoignages ont été obtenus par la contrainte et serviront comme preuves à l'appui de l'accusation d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État portée contre M. Wang. D'après elle, les participants aux réunions organisées par M. Wang discutaient simplement de leur quotidien, se soutenaient émotionnellement, échangeaient des réflexions sur des causes caritatives et l'art et abordaient rarement des sujets politiques.

18. La source informe le Groupe de travail que M. Wang n'a toujours pas été autorisé à voir sa famille ou son avocat.

19. Le 21 octobre 2021, la famille de M. Wang et l'avocat choisi par elle ont présenté au bureau de la sécurité publique de Guangzhou une demande visant à ce que cet avocat soit désigné comme conseil de M. Wang et soit autorisé à s'entretenir avec son client. Les agents du bureau de la sécurité publique auraient refusé la désignation de cet avocat et déclaré qu'ils avaient besoin de temps pour vérifier l'authenticité des documents soumis.

20. Le 19 novembre 2021, les agents du bureau de la sécurité publique de Guangzhou ont rejeté les demandes de l'avocat, qui voulait s'entretenir avec M. Wang et le faire libérer sous caution. La source fait observer que, dans leur réponse, les autorités n'ont pas dit douter de l'authenticité des documents soumis à l'appui de ces demandes. Par ailleurs, la famille de M. Wang n'a pas été autorisée à le voir depuis qu'il a été placé en détention.

21. La source soutient que la privation de liberté de M. Wang relève des catégories I, II et III de la classification des détentions arbitraires que le Groupe de travail emploie lorsqu'il examine les affaires dont il est saisi. En ce qui concerne la catégorie I, elle affirme que la détention de M. Wang n'est autorisée ni par la Constitution ni par le droit interne. Elle avance donc que les circonstances relatives à la disparition et à la détention de M. Wang constituent une privation de liberté dénuée de fondement juridique tant au regard de la Constitution qu'au regard du droit interne.

22. La source explique que la détention de M. Wang est contraire à l'article 35 de la Constitution, qui garantit les droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association. Elle soutient que M. Wang a exercé ces droits en se réunissant pacifiquement avec des amis à son domicile pour converser librement et qu'il n'y a aucun fondement constitutionnel au fait que M. Wang ait été placé en détention pour avoir accueilli ces réunions.

23. En outre, la source fait observer que l'article 105 (par. 2) du Code pénal, sur la base duquel M. Wang a été inculpé, est formulé de manière trop générale pour donner un fondement juridique précis à la détention. Selon l'avis d'arrestation officiel, M. Wang fait l'objet d'une enquête pour incitation à la subversion du pouvoir de l'État. La source rappelle que le Groupe de travail a estimé, dans son avis n° 11/2020, que cette disposition était formulée de manière vague et générale de sorte qu'elle pouvait être invoquée pour priver une personne de liberté sans fondement juridique précis et portait atteinte au droit à une procédure régulière fondé sur le principe de légalité énoncé à l'article 11 (par. 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

24. Selon la source, la loi nationale citée pour justifier la détention de M. Wang est trop vague pour être appliquée de manière spécifique et précise aux actes de l'intéressé, ce qui fait que sa détention n'a pas de fondement en droit national. La source conclut que la détention de M. Wang satisfait donc aux conditions voulues pour être considérée comme une détention arbitraire relevant de la catégorie I de la classification employée par le Groupe de travail.

25. En ce qui concerne la catégorie II, la source affirme que la détention de M. Wang résulte de l'exercice de droits garantis par les articles 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle allègue que les autorités ont soumis M. Wang à une disparition et à une détention forcées afin d'enquêter sur lui parce qu'il avait organisé des rencontres informelles à son domicile, au cours desquelles il discutait avec ses amis de sujets divers et variés. La source conclut que les autorités ont donc placé M. Wang en détention pour avoir exercé ses droits à la liberté de pensée, d'expression, de réunion et d'association et que cette détention satisfait aux critères définissant une détention arbitraire relevant de la catégorie II de la classification employée par le Groupe de travail.

26. En ce qui concerne la catégorie III, la source soutient que les autorités n'ont pas respecté les normes internationales relatives au droit de M. Wang à un procès équitable. Elle affirme que les autorités ont violé les garanties d'une procédure régulière auxquelles M. Wang avait droit dès le moment où elles l'ont placé en garde à vue, en ne fournissant aucun document concernant sa détention au cours des six premières semaines de celle-ci, en lui refusant l'accès à un avocat et, selon les informations transmises, en interrogeant d'autres personnes et en contraignant celles-ci à faire de fausses déclarations incriminant M. Wang qui seront probablement utilisées pour prouver le bien-fondé des accusations portées contre lui lors de son procès. La source soutient que le maintien en détention de M. Wang viole donc son droit à un procès équitable tel qu'il est garanti par l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et satisfait aux critères définissant une détention arbitraire relevant de la catégorie III de la classification employée par le Groupe de travail.

Réponse du Gouvernement

27. Le 28 décembre 2021, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement. Il lui a demandé de lui faire parvenir au plus tard le 28 février 2022 des renseignements détaillés sur la situation actuelle de M. Wang, d'exposer les éléments de droit justifiant son maintien en détention et d'expliquer en quoi cette détention est conforme aux obligations mises à la charge de la Chine par le droit international des droits de l'homme. En outre, le Groupe de travail a exhorté le Gouvernement chinois à garantir l'intégrité physique et mentale de l'intéressé.

28. Le Gouvernement a répondu le 27 janvier 2022. Il explique que, le 19 septembre 2021, les autorités de la sécurité publique de Guangzhou, suivant une piste, ont convoqué légalement M. Wang (38 ans, originaire de la municipalité de Tianshui, province du Gansu), qui était soupçonné d'avoir violé la loi.

29. Le Gouvernement explique en outre que, le 20 septembre 2021, les autorités ont placé M. Wang en détention pénale conformément à la loi. Le 27 octobre, après l'approbation du procureur, l'intéressé a été arrêté. Les autorités chargées de la sécurité publique ont informé la famille de M. Wang et son avocat conformément aux dispositions légales. Elles ont conduit la procédure en respectant scrupuleusement la loi sur la procédure pénale et les autres lois et ont pleinement protégé les droits reconnus par la loi à M. Wang. Les autorités ont en outre pris des mesures de protection dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). L'enquête et les poursuites sont toujours en cours.

Observations complémentaires de la source

30. Le 31 janvier 2022, la réponse du Gouvernement a été transmise à la source afin qu'elle puisse formuler d'éventuelles observations complémentaires, ce qu'elle a fait le 8 février 2022.

31. Dans ses observations complémentaires, la source soutient que le Gouvernement, par ses affirmations, ne réfute pas les allégations présentées selon lesquelles M. Wang n'a pas été arrêté et placé en détention légalement. Dans sa lettre initiale, la source a expliqué en détail que l'arrestation de M. Wang était illégale, tant au regard de la Constitution qu'au regard du droit interne de la Chine, et que la loi qu'il était accusé d'avoir violée avait été précédemment considérée par le Groupe de travail comme étant formulée de manière trop générale pour fournir un fondement juridique précis à la détention.

32. En outre, d'après la source, l'affirmation du Gouvernement selon laquelle la loi de procédure pénale a été scrupuleusement respectée est démentie par les nombreuses questions soulevées dans la lettre initiale auxquelles il n'a pas été apporté de réponse.

33. La source affirme donc qu'étant donné qu'il ne réfute pas les allégations précises formulées dans la lettre initiale, le Gouvernement est responsable de la détention arbitraire de M. Wang, et elle lui demande de corriger les nombreuses violations des droits de l'intéressé en le libérant immédiatement et en apportant des réparations pour sa détention illégale.

Examen

34. Le Groupe de travail remercie la source et le Gouvernement des informations communiquées dans le délai imparti.

35. Pour déterminer si la privation de liberté de M. Wang est arbitraire, le Groupe de travail tient compte des principes établis dans sa jurisprudence sur les règles de la preuve. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations. Le simple fait que le Gouvernement affirme que la procédure légale a été suivie ne suffit pas à réfuter les allégations de la source².

² A/HRC/19/57, par. 68.

36. La source avance que la détention de M. Wang est arbitraire et relève des catégories I, II et III de la classification employée par le Groupe de travail. Le Gouvernement, sans mentionner les catégories, affirme que la détention de M. Wang est conforme au droit national. Le Groupe de travail entend examiner les allégations les unes après les autres.

Catégorie I

37. Le Groupe de travail rappelle qu'est arbitraire au sens de la catégorie I toute détention dénuée de fondement juridique.

38. En l'espèce, le Groupe de travail constate que la source affirme que M. Wang a été arrêté le 19 septembre 2021. Le Gouvernement affirme cependant que M. Wang a été convoqué à la police ce jour-là, sans préciser si l'intéressé a été arrêté à ce moment. Il indique toutefois clairement que M. Wang a été placé en détention pour des motifs de droit pénal le 20 septembre et arrêté le 27 septembre à la demande du parquet. Cela signifie que, même si M. Wang a été privé de sa liberté le 20 septembre, comme l'affirme le Gouvernement, sa détention n'a été autorisée que sept jours plus tard, le 27 septembre, par le parquet.

39. Comme le Groupe de travail l'a déjà affirmé, l'existence d'une loi pouvant autoriser l'arrestation ne suffit pas à fournir un fondement juridique à une privation de liberté. Les autorités doivent invoquer ce fondement juridique et l'appliquer rapidement aux circonstances de l'affaire au moyen d'un mandat d'arrêt³.

40. En matière de privation de liberté, le droit international prévoit le droit de se voir présenter un mandat d'arrêt, qui est inhérent au droit à la liberté et à la sécurité de la personne ainsi qu'à l'interdiction de la détention arbitraire en vertu des articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, respectivement, et des principes 2, 4 et 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement⁴. Toute forme de détention ou d'emprisonnement doit soit être décidée par une autorité judiciaire ou autre habilitée par la loi, et dont le statut et le mandat devraient offrir les plus solides garanties possibles de compétence, d'impartialité et d'indépendance, soit s'effectuer sous le contrôle effectif d'une telle autorité, conformément au principe 4 de l'Ensemble de principes. Les autorités chargées des poursuites ne satisfont pas à cette exigence. Le Groupe de travail conclut donc à la violation des droits que M. Wang tient de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

41. En outre, la source allègue que M. Wang a fait l'objet d'une disparition forcée jusqu'au 27 octobre 2021 et est depuis détenu au secret. Bien que cette grave allégation lui ait été présentée, le Gouvernement n'y a pas répondu.

42. Le Groupe de travail note que ces allégations ont trait au placement en résidence surveillée dans un lieu désigné, expression qu'il estime impropre puisque le suspect ou le défendeur qui en fait l'objet n'est pas confiné dans son lieu de résidence habituel – comme dans le cas d'une assignation à résidence –, mais dans un lieu désigné, qui peut très bien être une prison⁵. Dans les faits, les autorités ont le pouvoir de faire disparaître quelqu'un sans aucun contrôle judiciaire. De l'avis du Groupe de travail, une telle loi d'habilitation concernant les responsables de l'application des lois est dépourvue de fondement juridique⁶. Le Groupe de travail estime que le placement en résidence surveillée dans un lieu désigné est contraire aux articles 6, 9, 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁷.

³ Voir, par exemple, les avis n^{os} 76/2020, 35/2019, 79/2018, 35/2018, 93/2017, 75/2017, 66/2017 et 46/2017.

⁴ Avis n^{os} 30/2018, par. 39, 3/2018, par. 43, et 88/2017, par. 27.

⁵ Voir l'avis n^o 30/2021.

⁶ Avis n^{os} 36/2019, par. 38, et 78/2020, par. 47.

⁷ Voir, par exemple, les avis n^{os} 30/2021 et 15/2019.

43. Le Groupe de travail et d'autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont exprimé leur inquiétude quant à l'emploi du régime de la résidence surveillée dans un lieu désigné d'une manière qui porte atteinte aux droits de l'homme⁸. En particulier :

a) La pratique consistant à placer des personnes en détention au secret pour les besoins d'une enquête pendant de longues périodes sans divulguer l'endroit où elles se trouvent constitue une détention secrète et une forme de disparition forcée ;

b) La pratique consistant à placer une personne en résidence surveillée dans un lieu désigné sans contrôle judiciaire et sans inculpation officielle est contraire au droit de toute personne de ne pas être arbitrairement privée de liberté et de contester la légalité de sa détention devant un tribunal sans retard, ainsi qu'au droit de l'accusé d'être défendu par un conseil de son choix ;

c) Les dispositions régissant la résidence surveillée dans un lieu désigné semblent permettre que des personnes soupçonnées de certains crimes soient détenues au secret pendant de longues périodes et dans des lieux tenus secrets, ce qui, en soi, peut constituer un traitement cruel, inhumain ou dégradant, voire une forme de torture ; en outre, cette pratique peut les exposer à un risque accru de subir de nouveaux sévices, y compris des actes de torture ;

d) Les dispositions concernant la résidence surveillée dans un lieu désigné semblent être utilisées pour limiter l'exercice des droits à la liberté d'expression, la réunion pacifique et la liberté d'association par les défenseurs des droits de l'homme et leurs avocats.

44. En l'espèce, le Groupe de travail estime donc que M. Wang a fait l'objet d'une disparition forcée de fait après son arrestation jusqu'à ce que les autorités reconnaissent cette arrestation, ce qui est contraire à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les disparitions forcées sont interdites par le droit international et constituent une forme particulièrement grave de détention arbitraire⁹. Une telle privation de liberté, associée au refus de révéler le sort réservé aux intéressés ou l'endroit où ils se trouvent, ou encore au refus d'admettre qu'ils sont privés de liberté, est dépourvue de tout fondement juridique valable, quelles que soient les circonstances. Elle est aussi intrinsèquement arbitraire en ce qu'elle soustrait les intéressés à la protection de la loi, en violation de l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Groupe de travail renvoie l'affaire au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

45. En outre, la source affirme que, après que les autorités ont reconnu l'arrestation de M. Wang, celui-ci a été détenu au secret. De nouveau, bien que cette grave allégation lui ait été présentée, le Gouvernement n'y a pas répondu.

46. Comme le Groupe de travail l'a affirmé à plusieurs reprises, la détention au secret porte atteinte au droit des personnes ainsi détenues d'être traduites en justice et de contester la légalité de leur détention devant un tribunal, droit qui leur est reconnu à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁰. Le Groupe de travail rappelle une fois de plus que le contrôle judiciaire de la détention est une garantie fondamentale de la liberté individuelle¹¹ et qu'il est essentiel pour s'assurer du fondement juridique de la détention.

47. Étant donné que M. Wang n'a pu contacter personne, en particulier son avocat, ce qui est une garantie essentielle du droit de tout détenu de contester personnellement la légalité de sa détention, le droit à un recours effectif qu'il tient de l'article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été violé. En outre, il a été soustrait à la protection de la loi, en violation de son droit à la reconnaissance de sa personnalité juridique garanti par l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

⁸ Voir la communication CHN 15/2018, consultable à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TmSearch/Results>. Voir aussi les avis n°s 30/2021, par. 52, et 15/2019, par. 42.

⁹ Voir les avis n°s 5/2020, 6/2020, 11/2020 et 13/2020.

¹⁰ Voir les avis n°s 36/2020, 35/2018, 11/2018, 79/2017, 46/2017 et 45/2017.

¹¹ Voir les Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, par. 3.

48. Le Groupe de travail rappelle en outre que la détention provisoire ne doit être utilisée qu'à titre exceptionnel, pour une courte période, après que le pouvoir judiciaire a estimé que la personne concernée devait être placée en détention par exemple en raison d'un risque de fuite ou d'interférence avec l'enquête. Cela n'était pas le cas pour M. Wang et le Groupe de travail estime donc que la détention provisoire de l'intéressé a également violé les droits qu'il tient de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En formulant cette conclusion, le Groupe de travail tient particulièrement compte des constatations qu'il a faites plus haut relativement à la catégorie II.

49. Enfin, le Groupe de travail note que la source affirme que M. Wang est accusé d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État, sur la base de l'article 105 (par. 2) du Code pénal. Bien qu'il ait eu l'occasion de le faire, le Gouvernement n'a pas répondu à ces allégations. Le Groupe de travail rappelle que le Gouvernement a été invité à plusieurs reprises à revoir l'article 105 (par. 2) du Code pénal¹².

50. Dans les rapports qu'il a établis à la suite de ses visites en Chine en 1997 et en 2004, le Groupe de travail a souligné que les accusations reposant sur des infractions définies de manière vague et imprécise compromettaient la capacité des personnes à exercer leurs droits fondamentaux et étaient susceptibles d'entraîner une privation arbitraire de liberté. Le Groupe de travail a recommandé de définir ces infractions en termes précis et de prendre des mesures législatives en vue d'incorporer une exception tendant à ce que ne puisse être considérée comme activité criminelle toute activité pacifique menée dans l'exercice des droits fondamentaux garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme¹³.

51. Le Groupe de travail a établi que le principe de la légalité exigeait que les lois soient libellées en des termes suffisamment précis pour que chacun puisse y avoir accès, les comprendre et adapter son comportement en conséquence¹⁴. Il a déjà demandé au Gouvernement d'abroger l'article 105 (par. 2) du Code pénal ou de le mettre en conformité avec les obligations mises à sa charge par le droit international des droits de l'homme¹⁵, mais les circonstances de l'espèce montrent que cela n'a pas été fait.

52. En l'espèce, M. Wang est accusé d'une infraction vague et imprécise d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État, sanctionnée par l'article 105 (par. 2) du Code pénal¹⁶. Cette disposition ne définit pas quels types d'actes peuvent être assimilés à de la subversion et à une volonté de renverser le régime socialiste en répandant des rumeurs ou des calomnies, ou par tout autre moyen. Le simple fait de communiquer des réflexions, des idées ou des opinions est susceptible de relever de la conduite prohibée.

53. De plus, la détermination de ce qui constitue une infraction au regard de cette disposition semble être laissée à l'entière discrétion des autorités. Le Gouvernement n'a pas expliqué en quoi la conduite de M. Wang pouvait être considérée comme une incitation à la subversion et au renversement du système socialiste. Qui plus est, rien n'indique que l'intéressé se soit comporté de manière violente ou qu'il ait incité de quelque manière que ce soit à la violence dans le cadre de ses activités, ce qui aurait pu constituer une raison de restreindre ses agissements.

54. Le Groupe de travail conclut donc que l'arrestation et la détention ultérieure de M. Wang, sur le fondement de l'article 105 (par. 2) du Code pénal, étaient arbitraires et violaient l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il tire cette conclusion du fait que l'article 105 (par. 2) du Code pénal ne respecte pas le principe de légalité. Il demande de nouveau au Gouvernement d'abroger l'article 105 (par. 2) du Code pénal ou de le mettre en conformité avec les obligations mises à sa charge par le droit international des droits de l'homme.

¹² Voir les avis n^{os} 66/2021, 82/2020 et 15/2019.

¹³ E/CN.4/1998/44/Add.2, par. 42 à 53, 106, 107 et 109 c), et E/CN.4/2005/6/Add.4, par. 73 et 78 e).

¹⁴ Voir, par exemple, l'avis n^o 41/2017, par. 98 à 101.

¹⁵ Avis n^{os} 15/2019, par. 35, et 82/2020, par. 48 à 52.

¹⁶ Voir également A/HRC/48/55, par. 48.

55. Compte tenu de tout ce qui précède, le Groupe de travail considère que la détention de M. Wang est arbitraire et relève de la catégorie I en ce qu'elle est dépourvue de fondement juridique.

Catégorie II

56. La source affirme que la détention de M. Wang viole ses droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique et d'association énoncés aux articles 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle soutient que M. Wang a exercé ces droits en se réunissant pacifiquement avec des amis à son domicile et qu'il n'y a aucun fondement au fait que l'intéressé ait été placé en détention pour avoir accueilli ces réunions.

57. Le Groupe de travail note que le Gouvernement a eu la possibilité de répondre à ces allégations mais a décidé de ne pas le faire. De manière significative, le Gouvernement n'a fourni aucune raison pour l'arrestation et la détention de M. Wang et n'a pas précisé quels actes de l'intéressé avaient donné lieu à son arrestation.

58. Le Groupe de travail rappelle que la détention résultant exclusivement de l'exercice pacifique de droits protégés par la Déclaration universelle des droits de l'homme peut être arbitraire¹⁷. En effet, dans sa résolution 24/5, le Conseil des droits de l'homme rappelle aux États leur obligation de respecter et de protéger pleinement le droit de réunion pacifique et la liberté d'association de tous les individus, à la fois en ligne et hors ligne, notamment à l'occasion d'élections, y compris les personnes qui professent des opinions minoritaires ou dissidentes¹⁸. Cela rejoint le principe énoncé dans la résolution 12/16, dans laquelle le Conseil invite les États à ne pas imposer des restrictions incompatibles avec le droit international des droits de l'homme, notamment à la discussion des politiques gouvernementales et au débat politique, à la publication d'informations sur les droits de l'homme, à la participation à des manifestations pacifiques ou à des activités politiques, notamment en faveur de la paix ou de la démocratie, et à l'expression d'opinions et de désaccords, de croyances ou de convictions religieuses.

59. Le Groupe de travail rappelle en outre que la liberté d'opinion et la liberté d'expression, telles qu'elles sont consacrées à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, sont des conditions indispensables au plein épanouissement de la personne ; ces libertés sont essentielles pour toute société et constituent le fondement de toute société libre et démocratique¹⁹. La liberté d'expression s'entend du droit de chercher, de recevoir et d'échanger des informations et des idées de toute sorte indépendamment des frontières ; ce droit porte sur l'expression et la réception de toute forme de communications, d'idées et d'opinions, y compris politiques, transmissibles à d'autres.

60. De même, le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, énoncé à l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, appartient à chacun, tout comme le droit à la liberté de réunion et d'association, protégé par l'article 20 de cet instrument.

61. En ce qui concerne tous ces droits, le Groupe de travail rappelle que l'article 29 (par. 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

62. Cela étant, les limitations de ces droits et libertés autorisées par l'article 29 (par. 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne s'appliquent pas en l'espèce. Le Gouvernement n'a présenté au Groupe de travail aucun argument susceptible de justifier l'imposition de telles limitations et n'a pas non plus démontré en quoi les poursuites engagées contre M. Wang étaient une réponse légitime, nécessaire et proportionnée à ses activités pacifiques.

¹⁷ Voir, par exemple, l'avis n° 66/2021.

¹⁸ Voir également les avis n°s 45/2017, 46/2017, 79/2017, 11/2018, 35/2018 et 36/2020.

¹⁹ Voir, par exemple, l'avis n° 50/2021.

63. En particulier, le Groupe de travail n'a reçu aucune preuve que les actes ou les propos de M. Wang aient incité à la violence ou à l'agitation. Au contraire, ils semblent fermement relever des libertés admissibles protégées par les articles 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En conséquence, le Groupe de travail conclut que l'arrestation et la détention de M. Wang résultent de l'exercice des droits et libertés garantis par les articles 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relèvent donc de la catégorie II.

Catégorie III

64. Comme la privation de liberté de M. Wang est arbitraire et relève de la catégorie II, le Groupe de travail tient à souligner qu'il n'y a pas lieu de traduire l'intéressé en justice. Toutefois, la procédure à son égard est en cours, comme l'a confirmé le Gouvernement, et le Groupe de travail procède donc à l'examen des griefs soulevés au titre de la catégorie III.

65. La source affirme que M. Wang se voit refuser l'assistance d'un avocat depuis son arrestation, qu'il n'a été informé des charges retenues contre lui que plusieurs mois après son arrestation et que d'autres personnes sont contraintes de témoigner contre lui. Bien que toutes ces allégations lui aient été présentées, le Gouvernement a choisi de ne pas y répondre et s'est contenté de déclarer que la famille et l'avocat de M. Wang avaient été informés des charges retenues contre lui et que toutes les procédures étaient menées dans le strict respect du droit national.

66. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail estime que M. Wang a été privé de son droit à l'assistance d'un conseil, en violation des articles 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Toutes les personnes privées de liberté ont le droit d'être assistées par le conseil de leur choix, à tout moment pendant la détention, y compris immédiatement après l'arrestation, et cet accès doit leur être accordé sans délai²⁰. Le droit à l'assistance d'un conseil fait partie des garanties fondamentales du droit à un procès équitable car il sert à garantir que le principe de l'égalité des moyens est dûment respecté²¹.

67. Le fait que les autorités n'aient pas informé rapidement M. Wang des charges retenues contre lui a également violé le droit à un procès équitable que l'intéressé tient des articles 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'intéressé ayant ainsi été empêché de préparer sa défense. En outre, le Groupe de travail constate une autre violation de ces dispositions dans les allégations non contestées selon lesquelles des personnes sont contraintes de témoigner contre M. Wang.

68. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail conclut que l'arrestation et la détention de M. Wang sont arbitraires et relèvent de la catégorie III.

69. En faisant toutes les constatations ci-dessus, le Groupe de travail tient à aborder l'argument que le Gouvernement présente dans sa réponse selon lequel l'arrestation et la détention de M. Wang sont parfaitement conformes à la législation et à la procédure nationales. Le mandat du Groupe de travail ne lui permet pas de vérifier si les exigences légales nationales ont été respectées. Il l'autorise plutôt à déterminer si les obligations internationales en matière de droits de l'homme ont été remplies ; à cet égard, les affirmations du Gouvernement selon lesquelles les procédures légales ont été suivies ne suffisent pas²². L'argument selon lequel le droit national a été respecté ne peut jamais être accepté comme justifiant le non-respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme qui incombent au Gouvernement.

²⁰ A/HRC/45/16, par. 51 et 52, et Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, principe 9 et ligne directrice 8. Voir également les Principes de base relatifs au rôle du barreau, par. 16 à 22.

²¹ Voir, par exemple, les avis n^{os} 35/2019 et 76/2021.

²² A/HRC/19/57, par. 68.

Observations finales

70. Le Groupe de travail est troublé par les allégations non contestées selon lesquelles M. Wang est toujours détenu au secret et se voit refuser tout contact avec sa famille. Il y voit une violation des règles 43 (par. 3) et 58 (par. 1) de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et des principes 15, 16 (par. 1) et 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

71. Au cours de ses trente années d'existence, le Groupe de travail a constaté que la Chine avait manqué à ses obligations internationales en matière de droits de l'homme à de nombreuses reprises²³. Le Groupe de travail craint que cela soit révélateur d'un problème systémique de détention arbitraire en Chine, pratique qui constitue une violation grave du droit international. Il rappelle que, dans certaines circonstances, l'emprisonnement généralisé ou systématique ou d'autres cas graves de privation de liberté en violation des règles du droit international peuvent constituer des crimes contre l'humanité²⁴.

72. Enfin, le Groupe de travail serait heureux d'effectuer une visite de pays en Chine afin d'aider le Gouvernement à lutter contre la privation arbitraire de liberté. Étant donné qu'une longue période s'est écoulée depuis ses dernières visites dans ce pays, en octobre 1997 et septembre 2004, il estime le moment venu de s'y rendre à nouveau. Le Groupe de travail rappelle qu'il a présenté une demande de visite le 15 avril 2015 et il attend avec intérêt une réponse positive.

Dispositif

73. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de M. Wang Jianbing est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 6, 8, 9, 10, 11, 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève des catégories I, II et III.

74. Le Groupe de travail demande au Gouvernement chinois de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de M. Wang et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

75. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M. Wang et à lui accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international. Dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19 et de la menace que celle-ci représente dans les lieux de détention, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre des mesures urgentes pour assurer la libération immédiate et sans condition de M. Wang.

76. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté de M. Wang, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de celui-ci.

²³ Voir les décisions n^{os} 43/1993, 44/1993, 53/1993, 63/1993, 65/1993, 66/1993, 46/1995 et 19/1996 et les avis n^{os} 30/1998, 1/1999, 2/1999, 16/1999, 17/1999, 19/1999, 21/1999, 8/2000, 14/2000, 19/2000, 28/2000, 30/2000, 35/2000, 36/2000, 7/2001, 8/2001, 20/2001, 1/2002, 5/2002, 15/2002, 2/2003, 7/2003, 10/2003, 12/2003, 13/2003, 21/2003, 23/2003, 25/2003, 26/2003, 14/2004, 15/2004, 24/2004, 17/2005, 20/2005, 32/2005, 33/2005, 38/2005, 43/2005, 11/2006, 27/2006, 41/2006, 47/2006, 32/2007, 33/2007, 36/2007, 21/2008, 29/2008, 26/2010, 29/2010, 15/2011, 16/2011, 23/2011, 29/2011, 7/2012, 29/2012, 36/2012, 51/2012, 59/2012, 2/2014, 3/2014, 4/2014, 8/2014, 21/2014, 49/2014, 55/2014, 3/2015, 39/2015, 11/2016, 12/2016, 30/2016, 43/2016, 46/2016, 4/2017, 5/2017, 59/2017, 69/2017, 81/2017, 22/2018, 54/2018, 62/2018, 15/2019, 36/2019, 72/2019, 76/2019, 11/2020, 32/2020, 78/2020, 82/2020, 25/2021 et 30/2021.

²⁴ Avis n^{os} 1/2011, par. 21, 37/2011, par. 15, 38/2011, par. 16, 39/2011, par. 17, 4/2012, par. 26, 38/2012, par. 33, 47/2012, par. 19 et 22, 50/2012, par. 27, 60/2012, par. 21, et 35/2019, par. 65.

77. Le Groupe de travail prie le Gouvernement de mettre sa législation, et en particulier l'article 105 (par. 2) de son Code pénal, en conformité avec les recommandations formulées dans le présent avis et avec les engagements pris par la Chine en vertu du droit international des droits de l'homme.

78. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

79. Le Groupe de travail recommande au Gouvernement d'adhérer au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

80. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'user de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

Procédure de suivi

81. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si M. Wang a été mis en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;
- b) Si M. Wang a obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- c) Si la violation des droits de M. Wang a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;
- d) Si la Chine a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;
- e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

82. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

83. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

84. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin²⁵.

[Adopté le 31 mars 2022]

²⁵ Résolution 42/22 du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.